



ECA/SRDC - CA / TC/98/08

Original :

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

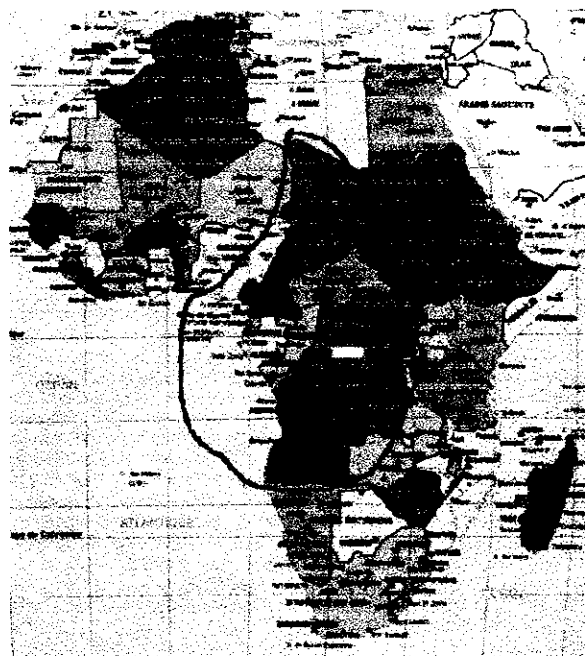
**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL
POUR L'AFRIQUE CENTRALE (CDSR-AC)**

Novembre-Décembre 1998



FORMATION DE GROUPE

SEMINAIRE SUR LES POLITIQUES ET LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS





ECA/CA-SRDC

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA/

SUB-REGIONAL DEVELOPMENT CENTRE FOR CENTRAL AFRICA

CEA/CDSR-AC

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE/

CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL POUR L'AFRIQUE CENTRALE

ECA/SRDC-CA/TC/98/08

FORMATION DE GROUPE

SEMINAIRE SUR LES POLITIQUES ET LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Novembre/Décembre 1998



TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	3
II. CONTRAINTES AUX INVESTISSEMENTS DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT	4
A. SITUATION GÉNÉRALE DES PAYS.....	5
B. ÉCHEC À RÉALISER L’OPTIMUM D’INTERRELATIONS ENTRE L’INDUSTRIE ET L’AGRICULTURE.....	6
C. ABSENCE D’UNE APPROCHE CRITIQUE DE LA QUALITÉ DE L’INVESTISSEMENT	7
III. DES PRÉALABLES À LA MOBILISATION DE RESSOURCES EN VUE DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	9
A. MONNAIE ET POLITIQUE MONÉTAIRE	9
B. SYSTÈME FINANCIER ET BANCAIRE	10
C. LES CAPACITÉS ENTREPRENEURIALES ET LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	11
IV. L’ÉTABLISSEMENT D’UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT DU. 13	
SECTEUR PRIVÉ ET LA MOBILISATION DES RESSOURCES POUR L’INVESTISSEMENT	13
A. MOBILISATION DES RESSOURCES INTERNES.....	14
B. MOBILISATION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET LES FLUX DES	18
V. LA CORRÉLATION ENTRE LES POLITIQUES DE PROMOTION DE L’INVESTISSEMENT ET 22	
LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	22
A. DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS ENTREPRENEURIALES	23
B. DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS MANAGÉRIALES.....	23
C. DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION ET DES COMPÉTENCES	24
D. DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS TECHNIQUES.....	24
POLITIQUES ET PROMOTION D’INVESTISSEMENT EN VUE D’AMÉLIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES DANS LES PAYS AFRICAINS	25
A) CRÉATION D’UN ENVIRONNEMENT APPROPRIÉ EN VUE D’UNE MOBILISATION ET UN EMPLOI EFFICACES DE RESSOURCES	25
i) LES ASPECTS POLITIQUES D’UN ENVIRONNEMENT PROPICE AUX INVESTISSEMENTS	25
ii) LES ASPECTS ÉCONOMIQUES D’UN ENVIRONNEMENT PROPICE AUX.....	27
iii) MESURES POUR MOBILISER LES RESSOURCES INTERNES	28
iv) MOBILISATION DE FINANCEMENT EXTÉRIEUR	30
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	31

I. Introduction

Une croissance économique continue, l'expansion et la diversification du développement, en particulier du secteur manufacturier d'une économie sont le résultat d'un flux d'investissements également soutenu en direction de cette dernière. Il existe des relations de cause à effet entre l'investissement et la réussite du développement. L'expérience des pays nouvellement industrialisés d'Asie du Sud-Est et des autres pays à forte croissance est là pour illustrer cette corrélation, malgré la crise financière actuelle qui frappe ces pays.

Si aujourd'hui les économies Africaines se trouvent en crise de toute nature, en particulier le secteur productif, c'est bien parce qu'en Afrique au Sud du Sahara les politiques des gouvernements en place n'ont pas donné toute l'importance à la nécessité de promouvoir l'investissement, car un investissement soutenu et de qualité est essentiel à la réalisation des objectifs que se sont assignées les politiques nationales de développement à savoir : la promotion de la croissance économique en vue d'une plus grande génération de l'emploi, l'éradication de la pauvreté et l'élévation du niveau de vie des populations.

Les politiques et les stratégies des pays africains en vue de la mobilisation des ressources et la revitalisation des investissements ont jusqu'à ce jour mis plus d'accent sur la mobilisation des ressources externes au détriment, regrettable, des ressources internes. Les ressources externes ne s'étant pas manifestées au rythme et volume souhaités, une situation de morosité et de faible performance économique, et dans beaucoup de cas, de de-industrialisation s'en est suivie. Avec une population sans cesse croissante et la nécessité de créer plus d'emplois productifs, les pays africains n'ont d'autre choix que d'élever les niveaux de l'épargne locale et des investissements nationaux. Malheureusement, les décideurs politiques ne semblent pas accorder une attention consciente et pratique au lien qui existe entre l'investissement et le progrès socio-économique d'un pays.

Les statistiques récentes des dix dernières années font ressortir les tendances à une baisse drastique des investissements directs étrangers, en particulier en direction du secteur productif et manufacturier. Les quelques investissements venus de l'extérieur sont surtout allés dans le secteur pétrolier et autres exploitations minières, avec peu de retombées en amont ou en aval du développement économique national dans son ensemble.

La leçon à tirer de l'attente des pays africains à placer tout leur espoir sur les investissements directs étrangers réside dans le fait que le plus important est que l'investissement direct étranger n'est ni le problème, ni la solution à la faible croissance économique. La solution est l'investissement local, en particulier sa composante privée qui est très faible. L'accroissement de l'investissement local privé est déterminant pour le flux de l'investissement direct étranger. Comme la chanson le dit "l'argent appelle l'argent". Par conséquent les gouvernements doivent s'évertuer à améliorer le cadre des affaires, un environnement approprié pour deux raisons.

Premièrement, l'évidence montre que plus les investissements locaux sont élevés, plus les investissements directs étrangers s'accroissent. Deuxièmement, du fait que l'investissement direct étranger a très peu d'impact qualitatif il ne peut dès lors à lui seul être la solution de la croissance, en particulier en Afrique au sud du Sahara où l'investissement direct étranger a tendance à s'investir dans le pétrole, les industries minières et l'exploitation des autres matières premières.

Ceci étant dit, ce document de travail n'a nullement l'intention de reléguer l'investissement direct étranger à une place qui n'est pas la sienne. Ce dernier a un rôle important à jouer en particulier dans le contexte actuel africain où l'investissement local reste encore très faible. Tout un chapitre sera consacré, dans ce document, au rôle de l'investissement direct étranger.

II. Contraintes aux investissements dans le Passé et le Présent

La question que l'on doit se poser c'est de savoir pourquoi durant les quarante années d'indépendance politique, en dépit de codes d'investissement généraux et

d'environnement de laisser-faire économique, les économies du continent sont allées de mal en pis ? Pourquoi le capital international est allé massivement en Asie et autres destinations ? Pourquoi l'Afrique n'a pas réussi à attirer l'investissement local et étranger et à internaliser le processus du développement ? Pourquoi l'Afrique a été écartée des flux massifs des capitaux et des investissements étrangers allant vers les pays en développement dans les années 80 ?

Les réponses à ces questions éclaireraient le lecteur sur les raisons qui ont fait que l'Afrique est une mauvaise adresse pour les investissements, en dépit de ses richesses naturelles énormes et son potentiel de développement. Un certain nombre de publications et d'études sur l'Afrique font ressortir que la région attire de plus en plus l'attention des investissements étrangers. Est-ce le prix de la consolation ?

Si l'Afrique n'a pas réussi à mobiliser les ressources internes ainsi que les investissements directs étrangers à un niveau qui lui aurait permis de réaliser un développement respectable, c'est bien parce qu'un certain nombre de contraintes graves dans le passé et à présent continuent de voir le jour et à persister. Ces contraintes sont nombreuses. On cite très souvent comme contraintes classiques l'inadéquation du cadre macro-économique, l'inadéquation du capital infrastructurel et humain, des conditions économiques et sociales en détérioration continue, l'instabilité politique, le faible taux de rendement de l'investissement, la pénurie de devises étrangères, le poids de la dette interne et externe, le manque de mesures incitatives adéquates, l'inefficacité du système bancaire, l'exigence des marchés nationaux, la faible mobilisation des ressources internes et la mauvaise image de l'Afrique entre autres. Ce document veut s'adresser à d'autres contraintes, très souvent négligées dans la littérature économique mais très déterminantes dans les politiques de promotion des investissements.

A. Situation générale des pays

Il y a trois ensembles de facteurs qui déterminent le climat d'investissement dans un pays. Le plus fondamental est le système politique du pays et la santé générale de son économie. La seconde catégorie de facteurs comprend le cadre

macro-économique et la gamme de mesures incitatives à travers les politiques commerciales, le taux d'intérêt et le crédit, les prix, les salaires et la législation du travail, et les tendances de l'allocation des ressources. Le troisième ensemble de facteurs a trait aux mesures incitatives spécifiques que le Gouvernement accorde en vue de promouvoir l'investissement en direction d'un secteur ou de toute l'économie. Ces facteurs affectent le climat d'investissement à travers leurs effets sur la disponibilité et les prix des intrants et extrants, ainsi que sur l'environnement dans lequel la production a lieu¹.

La qualité de l'environnement politique et économique est le défi majeur auquel les pays africains et leurs économies doivent faire face. Le continent est en proie dans la majeure partie à une crise politique, économique et sociale sans précédent caractérisée par l'instabilité politique et une mauvaise gouvernance qui se traduisent par de fréquentes changements de gouvernement et de politique économique, une faible performance économique, la famine, la malnutrition, un chômage généralisé en croissance, une pauvreté absolue, le douloureux problème de réfugiés et des personnes déplacées, le tout exacerbé par de graves problèmes politiques y compris les conflits sociaux. L'instabilité politique, le changement fréquent des hauts responsables des ministères, les lenteurs administratives, la léthargie des instances de décisions et la corruption sont des facteurs qui influencent et qui très souvent découragent les décisions d'investissement.

B. Echec à réaliser l'optimum d'interrelations entre l'industrie et l'agriculture

L'agriculture africaine, au sud du Sahara, est caractérisée par une très faible productivité du fait de l'absence de l'emploi d'intrants modernes : équipements agricoles plus performants, tracteurs, engrais, pesticides, irrigation moderne, introduction de nouvelles semences à haut rendement. Depuis l'indépendance, l'agriculture africaine n'a pas fait l'objet d'une réforme agraire profonde. La faible productivité du secteur agricole qui compte encore pour la principale activité économique dans ces pays est une contrainte majeure à l'expansion des marchés

¹ Revitalization of investment for Africa's Development, Prospects in the 1990's and beyond, Socio-Economic Research and Planning Direction ECA, Addis Ababa, 1994.

industriels. Il est bien connu depuis Adam Smith qu'au stade initial du développement économique, l'expansion du marché de l'industrie dépend largement du volume du surplus agricole. Cette absence d'interrelations solides entre l'agriculture et l'industrie est une contrainte de poids dans les économies africaines pour l'investissement aussi bien local qu'étranger dans l'industrie, et par extension dans les transports et communications. Dans les pays où du fait des exportations du pétrole et des autres produits miniers, le marché industriel s'est élargi en dépit de la faible productivité de l'agriculture, la dimension de ce marché demeure toujours très dépendante des recettes d'exportation, lesquelles par définition échappent au contrôle réel du pays.

L'histoire du développement économique démontre amplement que les pays qui ont réussi la politique agricole sont ceux-là mêmes qui ont réussi l'industrialisation. C'est le cas des pays nouvellement industrialisés et des pays à forte croissance économique d'Asie. Car les produits agricoles sont des intrants essentiels à l'industrie (textiles, industries alimentaires, huiles comestibles et que les produits industriels servent d'intrants à l'agriculture (équipement agricole et d'irrigation, tracteurs, engrais et pesticides etc.). Une population agricole prospère génère des revenus excédentaires, et ainsi élargit la demande effective de produits de consommation et de produits intermédiaires et finis de l'industrie.

L'agriculture africaine est restée en grande partie une agriculture de subsistance à faible niveau technique. Cette dernière doit être reformée pour en faire une agriculture hautement commerciale et à très haute productivité, et répondant aux normes internationales, pour être compétitive.

C. Absence d'une approche critique de la qualité de l'investissement

Une politique nationale appropriée d'investissement doit être conçue en tenant compte de tous les effets bénéfiques de l'investissement sur la politique de développement national. L'objectif final d'un pays à attirer l'investissement direct étranger est de s'assurer le maximum d'impact sur l'économie nationale en termes de retombées générales et de transfert de technologie tels que la formation du personnel local, le choix de techniques, le degré de la transformation locale de

matières premières et de produits, la fabrication de pièces et de composants, en rapport avec la politique nationale d'approvisionnement et d'achat de l'Etat. Une politique nationale délibérée de commerce extérieur et d'investissement étrangers bien conçue doit aller de pair avec une politique nationale délibérée de rationalisation et d'internalisation des effets bénéfiques de transfert de la technologie dans le cadre d'une politique technologique d'un pays. Par politique technologique, nous entendons toute une série de mesures et d'actions du Gouvernement en accord avec l'objectif de promouvoir et de développer des capacités technologiques locales.

Malheureusement dans la plupart des pays africains, il est fait peu cas des différents aspects bénéfiques de l'investissement direct étranger lors des négociations avec les investisseurs du fait de l'absence d'une politique nationale de transfert et de développement technologiques. Dès lors, l'investissement étranger opère en vase clos sans effet réel en amont et en aval du développement économique national.

Par contre, la réussite des pays d'Asie, d'une façon générale, a été en partie le résultat d'une politique délibérée de traduire l'aide et l'investissement étrangers en termes de transfert réel de technologie – équipement/procédés de fabrication et savoir faire. Fort heureusement, cette politique a trouvé un terrain fertile, un capital humain bien qualifié, des infrastructures institutionnelles et physiques efficaces et une distribution équitable des revenus dans lesquels l'effet net de l'investissement direct étranger s'est répandu pour élever la performance économique.

Les pays d'Asie ont également pris très tôt conscience de la nécessité d'attirer l'investissement direct des sociétés multinationales comme source première du savoir faire technologique, des marchés internationaux et des procédés de production en vue d'opérer une percée dans le marché mondial des exportations, auquel, sans l'investissement des sociétés multinationales et leur participation, en particulier dans la maîtrise et la production à haute intensité de capitaux, il serait difficile et onéreux à y accéder, principalement certains services mondialisés, à savoir les services financiers, les communications, les services aériens et maritimes.

La transformation de l'économie Coréenne d'une pauvre économie agraire à une économie industrialisée est une illustration réussie de cette politique. L'industrialisation de la Corée peut être simplement comprise comme un processus de rattrapage d'avec les pays industriellement avancés à travers l'organisation, l'adaptation et l'internalisation de la technologie, le savoir faire et les compétences de gestion dans lesquels la Corée a excellé².

III. Des préalables à la mobilisation de ressources en vue de financement du développement

Il y a un certain nombre d'instruments de politiques de développement, c'est fondamental, qu'un pays doit maîtriser ou au moins influencer pour mener une politique nationale de développement en vue de mobiliser aussi bien les ressources internes qu'externes pour financer son développement. Sans la maîtrise de ces instruments de développement, il serait difficile à l'Etat d'influencer l'environnement économique et d'asseoir une vision à moyen et long terme de développement.

Parmi ces instruments majeurs, il faut citer, entre autres, la monnaie et la politique monétaire, l'intermédiation financière et le système bancaire et le développement des capacités entrepreneuriales locales.

A. Monnaie et politique monétaire

La souveraineté monétaire est un instrument majeur de politique de développement économique, de gestion du développement national et d'intermédiation financière. Elle joue un rôle crucial dans la promotion du développement économique, la mobilisation de ressources financières et l'allocation de ces dernières dans les différents secteurs de l'économie nationale en vue d'une véritable formation de capital.

² Technology transfer in Africa in the legal institutional and infrastructural aspects in the sector of industry, transport and communication, a paper by consultant Faysal Yachir, september 1994.

La souveraineté monétaire s'exerce par la liberté pour un Etat d'émettre et de gérer sa propre monnaie en toute indépendance sans interférence coercitive extérieure ou sans vassalité. Elle est indispensable et fondamentale comme instrument dans la poursuite d'une politique économique indépendante.

La création dans la plupart des pays Africains et Asiatiques de Banque centrale indépendante après les indépendances politiques de ces pays a symbolisé en général cette souveraineté monétaire nationale ainsi que la volonté de mener une politique économique et financière indépendante. Les banques Centrales se sont attelées à l'organisation du système financier national et agissent en conseillers des gouvernements dans les politiques de développement de ces derniers. Elles poursuivent des politiques monétaires indépendantes et jouent un rôle conscient dans la promotion de la croissance et le développement économiques de leurs pays.

Cela n'est pas toutefois le cas de certains pays Africains dont la monnaie est restée étroitement liée à la monnaie de l'ancienne puissance coloniale, une situation de vassalité qui prive ces pays d'un instrument majeur de politique de développement et de leur souveraineté monétaire. Cette situation les a conduit à une dépendance virtuelle vis-à-vis de cette puissance extérieure et la domination totale de leurs économies, tout secteur compris.

B. Système financier et bancaire

La croissance des institutions monétaires joue un rôle très important dans la promotion du développement aussi bien dans les pays avancés que dans les économies en développement. Elle est le reflet direct d'une politique monétaire indépendante au service du développement national. Dans beaucoup de pays en développement, il a été donné aux Banques centrales des pouvoirs élargies pour promouvoir la croissance de l'économie. Le contrôle ou le droit de regard sur le système financier et bancaire d'un pays permet à ce dernier de pratiquer une politique de taux d'intérêt et de distribution de crédit en direction de tel ou tel secteur de l'économie nationale en fonction des priorités nationales de développement. Il peut également jouer sur le taux de change pour favoriser les secteurs d'exportation ou encourager les secteurs productifs de l'économie. Seul ce droit de regard sur le

système financier et bancaire permet à un pays de mener une politique indépendante de développement.

Aujourd'hui, après quarante ans d'indépendance politique, le système bancaire échappe au contrôle et à l'influence de beaucoup de pays africains. L'Etat a perdu beaucoup de ses prérogatives monétaires et bancaires suite à la privatisation des banques du secteur public. Le secteur privé local étant embryonnaire et financièrement faible, sa présence effective dans le secteur est négligeable, surtout en Afrique au Sud du Sahara. Les politiques de distribution de crédit n'ont pas encouragé l'émergence d'un secteur privé local, surtout dans les secteurs clé de l'économie, à savoir l'industrie, la transformation manufacturière et l'agriculture moderne.

Dans beaucoup de pays africains, le secteur commercial bancaire prédomine et l'on observe dans un certain nombre de pays l'absence des banques de développement et autres institutions de financement du développement. Sans ces dernières, il serait difficile pour les pays de mobiliser la masse critique des ressources d'investissement aux fins d'industrialisation. Il faudra à ces pays non seulement recréer ces banques mais encore en créer d'autres banques spécialisées pour faire face à leurs multiples besoins de financement. Pour ce faire, il faudra que ces pays s'assurent une présence effective de leur secteur privé national dans tous les secteurs de l'économie.

C. Les capacités entrepreneuriales et le développement des ressources humaines

Le développement économique, et partant la transformation structurelle qualitative et quantitative de l'économie, et l'industrialisation d'un pays sont la responsabilité première du gouvernement, du peuple et de toutes les composantes de la communauté nationale de ce pays. Aucune économie ne développe une autre, le développement économique national a été de tout temps une impulsion de l'intérieur. L'apport extérieur vient en supplément de l'effort national et n'a jamais été déterminant dans l'histoire du développement des nations.

La conceptualisation du développement national est la force motrice qui meut la communauté nationale pour la réalisation de la mutation d'une économie de matières premières primaires à une économie manufacturière diversifiée, autonome et auto-soutenue, compétitive et ouverte à la globalisation. Pour ce faire, un pays doit bâtir ses capacités entrepreneuriales internes et former les autres ressources humaines indispensables à son progrès. Aucune nation n'a fait de percée dans son développement économique et social sans avoir bâti une base solide de ressources humaines³.

L'industrialisation de tout pays requiert le développement et la formation d'un large éventail d'entrepreneurs industriels. Le domaine de concentration de toute politique de ressources humaines devra être le développement et la promotion d'une pépinière d'entrepreneurs potentiels et opérationnels pour apprécier la portée des événements, acquérir et renforcer leur savoir faire et leurs compétences fondamentales afin de faire face aux défis et enjeux qui émergent de par la mondialisation. Cette tâche exigera la formulation d'un cadre politique global, parallèlement à la mise en place d'un environnement approprié, de mesures incitatives fiscales et financières et d'autres mesures de soutien. Si toute politique de développement vise à accélérer le processus de la croissance économique, il faudra nécessairement augmenter et multiplier le nombre d'entrepreneurs compétents du fait des impératifs de changements fréquents et de l'accentuation de la compétition globale à l'échelle mondiale.

Le symposium sur la coopération internationale dans la formation du capital humain pour l'industrie tenue à Uméa, en Suède, en juin 1997 a recommandé, entre autres, et ce rapport souscrit aux recommandations sur le développement de l'entrepreneuriat industriel, à savoir :

- (i) que chaque pays en développement devra revoir les politiques en cours en vue d'adopter des mesures à long terme pour encourager, promouvoir et soutenir le développement d'entrepreneurs industriels. A cet égard, des mesures spéciales doivent être prises et soutenues par

³. Report, Symposium on International Cooperation in Human Capital Formation for Industry, UMEA, Sweden, June 1997.

la communauté internationale en vue de sous-traitance par les grandes industries aux petites et moyennes industries.

- (ii) le gouvernement doit créer l'environnement approprié pour le développement et la promotion des capacités entrepreneuriales en leur offrant les mesures incitatives, politiques, fiscales et financières ainsi que l'amélioration des infrastructures physiques et utilitaires et le renforcement des institutions de soutien au développement de l'esprit d'entreprise.
- (iii) des programmes spéciaux de formation devront être développés au sein du système d'éducation et des programmes de développement de l'entrepreneuriat pour inculquer les valeurs entrepreneuriales à la jeunesse, spécialement en vue de la création d'entreprises nouvelles, la formation à distance ainsi que le soutien aux entrepreneurs opérationnels en termes d'amélioration de performance, de programmes de croissance, d'internationalisation des affaires, d'assurance de la qualité et de gestion de technologie⁴.

IV. L'établissement d'un environnement favorable au développement du secteur privé et la mobilisation des ressources pour l'investissement

Il ne peut y avoir de présence effective d'opérateurs économiques locaux en général et d'entrepreneurs industriels en particulier dans tous les secteurs économiques sans politique nationale délibérée et la volonté ferme de mener celle-ci à son terme. La question fondamentale du développement du secteur privé en Afrique est la mise en place d'un partenariat et des interactions dynamiques entre le gouvernement, le secteur privé et les travailleurs basé sur un dialogue constructif qui engage toute la communauté nationale.

Le gouvernement a la responsabilité première de créer un environnement approprié pour une croissance durable du secteur privé. Toutefois, beaucoup des

⁴ Ibidem.

préalables de base en vue du développement industriel doivent être mis en place à travers des efforts communs. Les gouvernements et la communauté des hommes d'affaires doivent partager les responsabilités de la création d'un environnement approprié. Il est de la responsabilité du gouvernement d'assurer la stabilité générale de la société et de l'économie. Cela est particulièrement important et essentiel pour le secteur manufacturier du fait de ses investissements à long terme. Il est également de la responsabilité du gouvernement de construire les infrastructures et un système d'éducation qui répondent aux besoins et exigences du développement de l'économie.

A cet égard, le gouvernement doit nécessairement contrôler ou avoir un droit de regard sur un certain nombre d'instruments de politique de développement et de décision politique. Ces instruments sont, comme indiqué plus haut, *inter alia*, la souveraineté monétaire, le droit de regard sur le système financier et bancaire pour mobiliser les ressources internes et externes, et asseoir la présence effective d'un secteur privé national.

A. Mobilisation des ressources internes

S'il est bien entendu que la responsabilité première du développement des pays africains est avant tout la responsabilité des gouvernements, il va de soi que ces derniers doivent déployer des efforts pour une plus grande mobilisation de ressources, principalement les ressources internes pour financer leur développement. Etant donné leur faible niveau d'industrialisation et l'absence d'une base manufacturière solide et diversifiée, beaucoup de pays africains, en particulier les pays non-producteurs de pétrole, dépendent largement des taxes indirectes et directes pour leurs recettes budgétaires. Les statistiques indiquent que certains budgets nationaux en dépendent pour entre 45 et 50 pour cent. Pis encore, avec la fluctuation et l'érosion des prix des produits de base dont dépendent beaucoup de pays africains pour leur exportation, ces recettes sont devenues instables, privant ainsi les gouvernements de plus de ressources. Cette situation est allée à contre courant des efforts de mobilisation de ressources tant au niveau national que régional.

La chute des recettes budgétaires dans les pays Africains a conduit ces derniers dans une situation de déficit fiscal, situation qui renchérit les taux d'intérêt et la disponibilité de crédit du secteur bancaire. Le gouvernement fait recours au système bancaire local pour financer le déficit et le résultat de cette opération est l'éjection du secteur privé du marché de crédit. Une situation de déficit budgétaire réduit la capacité des gouvernements à investir dans les projets et infrastructures d'intérêt public. Et toute contraction des investissements publics affecte directement ou indirectement le secteur privé.

La part de l'épargne brute interne dans le produit intérieur brut (PIB) a beaucoup baissé ces dernières années aussi bien au niveau des pays que des sous-régions. Cette situation continue de s'aggraver du fait de la combinaison de plusieurs facteurs : dévaluation de la monnaie, réduction des salaires, compression du personnel des entreprises du secteur public et même du privé, chute générale des activités économiques.

Devant un rétrécissement de la base des recettes budgétaires publiques, comment relever le déficit ? La dépendance excessive et dangereuse des pays africains sur une assiette de taxes étroite, elle-même dépendante de taxes indirectes sur les transactions commerciales internationales n'a pas d'avenir et a déjà conduit certains de ces pays à ne plus investir dans les infrastructures et projets d'intérêt public, et même de ne pouvoir faire face aux charges de souveraineté et au paiement des salaires des agents de la fonction publique. Plusieurs approches et réformes ont été proposées pour faire face à cette situation de crise, et élargir la base de l'épargne interne. Dans cette optique et cette politique, certains pays africains ont réduit à un niveau compétitif les taxes sur les sociétés pour attirer les investisseurs locaux et étrangers à investir. D'autres ont introduit la taxe sur la valeur ajoutée pour les produits de consommation et les péages pour l'usage de certaines infrastructures publiques.

C'est notre conviction que toute réforme fiscale ou budgétaire qui s'opère dans une économie quasi-statique, une économie qui n'élargit pas, qui ne diversifie pas et qui n'approfondit pas sa base manufacturière industrielle, n'est pas la solution aux problèmes de mobilisation de ressources internes. Sa portée dans

l'augmentation de recettes publiques et leur diversification est limitée. Cette approche n'est pas durable.

Pour élargir, diversifier et approfondir la mobilisation des ressources internes, il faut créer un environnement favorable à une croissance économique rapide, laquelle en élevant les niveaux de revenu au dessus du niveau de subsistance, conduit à des taux d'épargne plus élevés et à une propension à épargner et à investir. Plusieurs autres facteurs tels qu'un environnement macro-économique stable, des taux d'inflation faibles, des taux d'intérêt réel positifs et une intermédiation financière grandissante contribuent à une augmentation rapide de l'épargne interne.

Le système financier qui est un instrument important de développement de toute économie accuse beaucoup de faiblesses dans les pays Africains. Le marché financier qui est un instrument important dans le mécanisme de transmission de la politique monétaire et de crédit en ce qui concerne l'investissement est également peu développé. On en dénombre six à sept bourses de valeur dans tout le continent. Le système financier n'étant pas bien développé ni bien organisé, il s'en est suivi sa faible capacité à mobiliser de façon effective les ressources internes et à attirer le capital étranger en vue d'investissement local. En plus, les quelques rares banques de développement créées dans les pays Africains pour financer des projets à longue gestation ont vu leurs portes fermées suite à la mauvaise gestion et à l'intervention des autorités politiques dans leurs opérations de prêt, situation qui a conduit à des grands projets sans ou avec un faible taux de rendement.

Le cadre institutionnel peu dense des systèmes financiers dans les pays africains et leur faible niveau d'intermédiation en appelle à ces derniers de faire de sérieux efforts pour développer des institutions et instruments financiers appropriés, et d'introduire des réformes pour permettre à ce secteur de jouer un rôle efficace dans la mobilisation des ressources pour le financement de l'investissement.

En Afrique au sud du Sahara, il faut tout d'abord créer les conditions de génération des ressources internes. Il faut pour cela maîtriser un certain nombre d'instruments de politique de développement comme indiqué plus haut, gérer ces

instruments au service du développement économique national en ayant assis un secteur privé local dynamique, surtout dans le secteur industriel et manufacturier. Etant donné que plus de 80 pour cent de l'économie africaine est encore une économie agricole de subsistance, il est indispensable de moderniser le secteur et bâtir des liens en amont et en aval de ce dernier avec le secteur industriel. La transformation de l'agriculture africaine en une agriculture hautement moderne et commerciale dégagera un surplus de production qui alimentera les agro-industries. Cette transformation du secteur agricole passe nécessairement par l'introduction d'équipements agricoles plus performants conduisant à une plus grande productivité par l'emploi des engrais, de pesticides et des semences à haut rendement. L'introduction de ces intrants exige de plus grands espaces agricoles, c'est à dire des grandes fermes dont la production est principalement commerciale. Cette politique conduira à une plus grande génération de ressources et de revenus, au niveau des entreprises agricoles et des employés du secteur et une plus grande propension au re-investissement.

En résumé, les politiques de développement et de promotion des investissements doivent forger des liens entre le gouvernement et le secteur privé, encourager le secteur privé à s'investir dans le secteur agricole en vue d'asseoir des liens solides entre l'agriculture et l'industrie, entre le secteur privé et le secteur bancaire. Ces interrelations entre tous ces acteurs du développement conduiront à une grande internalisation et mobilisation des ressources locales pour la durabilité et la continuité du financement du développement.

L'expérience des pays du Sud-Est Asiatique est émulative à cet égard. En effet, les points forts des économies des pays d'Asie du sud-est étaient leur taux élevé d'investissement, d'épargne, de formation de capital humain, la promotion des exportations et un cadre macro-économique stable. Les politiques des gouvernements et des institutions publiques dans ces pays ont joué un grand rôle dans la mobilisation de ces éléments. En particulier, les politiques du secteur financier ont joué un rôle majeur dans la mobilisation et l'allocation de l'épargne, surtout en direction des secteurs productifs et à haut rendement de l'économie.

Cela a été possible, parce que dans beaucoup de pays d'Asie du Sud-Est, le secteur public a créé, était propriétaire et géré les institutions financières pour encourager l'épargne et lui servir d'intermédiaire, en particulier là où les institutions financières sont faibles ou n'existent pas. En Corée, Malaisie, Singapour et Taiwan, des systèmes d'épargne postale ont été créés pour encourager les petits épargnants à déposer leurs épargnes à travers un réseau d'épargne postale. Dans ces quatre économies ainsi qu'en Indonésie et en Thaïlande, les banques de développement ont accordé des crédits aux industries prioritaires, aux petites firmes, au secteur agricole, au logement et à des emprunteurs plus pauvres. Toutes les banques commerciales en Corée étaient des Banques d'Etat et gérées comme telles de 1960 à 1980, pendant qu'à Taiwan les plus grandes banques commerciales sont encore des banques d'Etat et gérées en temps que telles. Dans la plupart des autres économies du Sud-est Asiatique également, les gouvernements ont aidé à créer et continuent d'être propriétaires de quelques unes des Banques commerciales. Ils continuent à les protéger de la concurrence locale et étrangère en limitant l'entrée dans le secteur par l'octroi de la licence.

Aujourd'hui, dans beaucoup des pays européens, les grandes institutions financières et bancaires et les grandes industries sont encore entre les mains de l'Etat. C'est le cas de la France où la BNP, le Crédit Lyonnais, le Crédit Agricole de France, entre autres, ainsi que ELF, EDF et les grandes entreprises industrielles restent dans le secteur public. On retrouve à des niveaux divers, dans les autres pays européens, la forte présence de l'Etat dans les grands secteurs de l'économie.

B. Mobilisation des investissements étrangers et les flux des capitaux privés

La pénurie des ressources internes dans les pays africains a contraint ces derniers à faire appel et à créer les conditions favorables au flux des capitaux privés étrangers pour combler l'écart entre les besoins de financement du développement économique national et la disponibilité inadéquate des ressources locales. Au sein du flux des investissements étrangers, l'investissement direct étranger (IDE) est le plus important en termes de ressources nécessaires au développement et à la

diversification économique. Il est également important du fait qu'il ouvre et facilite l'accès à la technologie, à l'expertise et aux marchés étrangers.

Du fait de la pénurie et de l'inadéquation des ressources internes dues aux politiques inappropriées des gouvernements africains depuis quarante ans d'indépendance politique, lesquelles politiques ne visent pas comme objectif majeur le transfert graduel du pouvoir économique entre les mains de la nation, du secteur privé local et des autres composantes de la communauté nationale, l'investissement direct étranger a pris une dimension importante dans le secteur industriel et minier des économies africaines. Les récentes réformes économiques dans le cadre de l'ajustement structurel et de la privatisation des entreprises du secteur public visaient surtout à attirer le secteur privé, en particulier l'investissement direct étranger, en particulier les sociétés transnationales.

L'inadéquation continue des ressources internes combinées au poids du remboursement de la dette extérieure privent tous deux les pays africains de sources d'investissement et renforcent le cas de l'investissement direct étranger comme source alternative du financement de l'investissement local. Beaucoup de responsables africains du développement continuent de penser que pour attirer l'IDE, les pays africains se doivent de créer un climat d'investissement approprié dans un cadre institutionnel et politique bien structuré conduisant à l'investissement privé ainsi bien local qu'étranger. Si aujourd'hui l'Afrique se trouve être le continent qui crée ou génère le moins de ressources internes, c'est bien parce que toutes les politiques de développement des quarante dernières années ont négligé le développement du secteur privé local au profit des investissements étrangers. Historiquement, il est prouvé qu'un pays ne peut mobiliser la masse critique des ressources dont il a besoin pour le financement de son développement même si dans le contexte actuel des économies africaines le capital étranger prédomine. Ce dernier ne pourra jamais être déterminant. La masse critique des ressources nécessaires devra être générée de l'intérieur, à partir d'une plus grande transformation locale de ressources naturelles et d'une industrialisation plus approfondie.

Les statistiques récentes sur les flux du capital privé en direction des pays en développement font ressortir que la région Asiatique en a reçu la plus grande partie (50 pour cent) de la finance privée en 1996 ; l'Amérique Latine et les Caraïbes 31 pour cent ; l'Europe et l'Asie centrale, 13 pour cent ; l'Afrique sub-Saharienne, 5 pour cent seulement du total des flux des IDE dans les pays en développement, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, 3 pour cent. La région Asiatique a reçu 50 pour cent des flux d'investissement et cela trouve son explication dans le fait que les pays de cette région ont une solide gestion macro-économique et un marché de capitaux et des bourses de valeur bien organisés. Le tableau ci-dessous illustre le mouvement des flux des capitaux privés en direction des pays en développement.

FLUX NETS DU CAPITAL PRIVE VERS LES PAYS EN Développement par groupe de pays et par pays*

Groupe de pays ou pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
	Milliards de dollars des Etats Unis						
Tous les pays en développement	44	57	91	157	161	184	244
Afrique au Sud du Sahara	0	1	-0	-1	5	9	12
L'Asie de l'Est et le Pacifique	19	21	37	62	71	84	109
Asie du Sud	2	2	3	6	9	5	11
Europe et Asie Centrale	10	8	22	26	17	30	31
Amérique Latine et les Caraïbes	13	23	29	60	54	54	74
Moyen Orient et Afrique du Nord	1	2	1	4	6	1	7
Principales destinations par pays							
Chine	8	8	21	40	44	44	52
Mexique	8	12	9	21	21	13	28
Brésil	1	4	10	16	12	19	15
Malaisie	2	4	6	11	9	12	16
Indonésie	3	3	5	1	8	12	18
Thaïlande	5	5	4	7	5	9	13
Argentine	-0	3	4	14	8	7	11
Inde	2	2	2	5	6	4	8
	Pourcentage des parts dans le flux total						
Tous les pays en développement	100	100	100	100	100	100	100
Afrique au Sud du Sahara	1	1	-0	-0	3	5	5
L'Asie de l'Est et le Pacifique	43	37	41	40	44	46	45
Asie du Sud	5	3	3	4	5	3	4
Europe et Asie Centrale	21	14	24	16	11	16	13
Amérique Latine et les caraïbes	28	41	32	38	33	29	31
Moyen Orient et Afrique du Nord	1	4	1	2	4	1	3
Principales destinations par pays							
Chine	18	13	24	25	28	24	21
Mexique	18	21	10	13	13	7	12
Brésil	1	6	11	10	8	10	6
Malaisie	4	7	7	7	6	6	7
Indonésie	7	6	5	1	5	6	7
Thaïlande	10	9	5	4	3	5	5
Argentine	-0	5	5	9	5	4	5
Inde	4	3	2	3	4	2	3
Pourcentage des parts des huit principaux pays	63	71	68	73	70	65	66

- Les pays en développement sont définis comme les pays à bas revenu et à revenu moyen avec des revenus par habitant en 1995 de moins de 765\$(bas) et de 985\$ (moyen).

Source : Global Development Finance 1997, World Bank, 1997.

V. La corrélation entre les politiques de promotion de l'investissement et le développement des ressources humaines

Le niveau de développement économique des sociétés modernes est directement proportionnel au niveau de développement de leurs ressources humaines. La prospérité des pays industrialisés est le résultat d'un haut niveau de développement des capacités humaines. Les économies sous-développées sont le reflet d'un niveau faible de développement des ressources humaines. Si l'Afrique est aujourd'hui le continent le moins développé et le moins industrialisé, c'est bien dû dans une large mesure au sous-développement de ses ressources humaines.

C'est dire que le développement des ressources humaines est la clé de toute solution aux problèmes de développement économique, industriel et technologique des économies Africaines. Aucun investissement ne prend racine, ne se matérialise et ne se fait de façon optimale sans un niveau satisfaisant de développement de ressources humaines. « L'homme est le capital le plus précieux » sans lequel toute action de développement est vouée à l'échec.

Plusieurs études ont fait ressortir la primauté de la qualité des ressources humaines sur la simple abondance des ressources naturelles. La disponibilité des ressources humaines hautement qualifiées est plus déterminante que ces dernières.

Dans les pays d'Asie du Sud-Est, en particulier en République de Corée, la main d'œuvre hautement qualifiée – les scientifiques, les ingénieurs et les travailleurs qualifiés ont été les principaux acteurs du progrès économique, industriel et technologique du pays. La Corée a excellé dans l'élargissement de son système d'éducation pour accroître sa main-d'œuvre technique et former la main-d'œuvre nécessaire à son industrialisation dans un laps de temps relativement court. Le gouvernement a investi lourdement dans l'éducation à hauteur de 30 pour cent du total des dépenses pour l'éducation, le reste ayant été financé par le secteur privé.

Le développement des ressources humaines et les politiques de promotion des investissements doivent aller de pair pour internaliser le processus du

développement et pour tirer le maximum de bénéfice à l'économie nationale. Pour soutenir et traduire l'investissement en termes de projets de développement et produits industriels, l'effort de développement des ressources humaines doit porter sur les aspects suivants :

A. Développement des capacités entrepreneuriales

Le principal maillon manquant dans les politiques de développement des pays Africains a été l'absence d'une classe d'hommes d'affaires locaux dans l'économie, en particulier dans l'industrie. Il faudra dès lors formuler des politiques pour attirer les investisseurs dans les secteurs économiques considérés prioritaires et faire évoluer les opérateurs du secteur informel en industriels modernes dans les petites et moyennes industries. Les actions à entreprendre dans ce sens consisteraient à identifier (i) le groupe des hommes à potentialité entrepreneuriale à développer, c'est à dire les diplômés, ceux ayant quitté l'école, les fonctionnaires retraités, les artisans qualifiés ; (ii) préparer des programmes de formation et des projets d'investissement ; (iii) offrir un ensemble de mesures incitatives et des dispositions d'encouragement y compris des prêts souples, des prêts garantis, un faible apport du promoteur ; (iv) l'emploi des consultants locaux à moindre coût ; (v) identifier des pôles de croissance et négocier des arrangements de sous-traitance. Ces programmes doivent aller de pair avec les politiques de promotion de petites et moyennes industries.

B. Développement des capacités managériales

Le succès des pays industrialisés est dû largement à la combinaison des capacités entrepreneuriales et de la technologie. Toutefois, le rôle principal de cette réussite appartient à une bonne gestion des affaires. Les managers hautement qualifiés et compétents sont très recherchés sur le marché international. Ce sont eux qui optimisent les opérations en apportant une coordination productive de toutes les disciplines dans le business, la production, la gestion du matériel, la maintenance, le contrôle de qualité, le support infrastructurel et le marketing, chacune des disciplines faisant appel à des compétences managériales

spécialisées. Ce sont les managers qui stimulent la productivité et font des profits pour les entreprises.

L'Afrique manque sérieusement d'un tel « pool » de dirigeants et cadres en gestion. Le résultat a été la faible performance des économies Africaines. Il faut créer un tel « pool » de gestionnaires de haut niveau.

C. Développement de la formation et des compétences

Un re-examen de la configuration des ressources humaines est à entreprendre en vue d'évaluer les besoins du pays (i) en termes de niveau de compétences et de nombre et (ii) en termes d'écart entre les ressources humaines disponibles et les besoins à toute étape de développement.

D. Développement des capacités techniques

Ceci couvre les compétences de plus haut niveau, à savoir les compétences dans la recherche – développement ; les compétences dans l'identification de projets, la préparation des études de faisabilité et rapport de projets ; les compétences en supervision et gestion, les compétences en ingénierie de toutes sortes, les compétences en planification industrielle et financière et les compétences en négociation pour l'acquisition de la technologie et services de consultance et installation d'usines.

Les actions à entreprendre dans le développement des capacités techniques consisteraient à :

- développer des compétences entrepreneuriales et managériales pour les entreprises publiques en leur accordant plus d'autonomie de gestion en plus de mesures incitatives pour une meilleure performance ;

- développer des programmes de formation en adoptant des stratégies qui mettent l'accent sur l'acquisition des compétences à travers la formation par le biais de « joint ventures » comme moyen de l'acquisition de la technologie ; d'internes dans l'industrie des cadres de la fonction publique ;
- renforcer les institutions existantes de science, technologie et recherche ;
- financer les universités ayant des écoles d'ingénierie en y créant une faculté de gestion industrielle avec des cours tels que : analyse et conception des systèmes de production, les procédés de fabrication liés aux industries principales dans le pays, la conception industrielle, la finance et le marketing industriels, l'économie de l'énergie, l'économie industrielle, etc.

VI. Politiques et promotion d'investissement en vue d'améliorer le climat des affaires dans les pays Africains

Quelles politiques et quels mécanismes de promotion des investissements les pays Africains doivent mettre en place pour mobiliser des ressources en vue du financement de leur développement? En plus des préalables indiqués au chapitre III de ce document, les pays Africains doivent adopter des mesures et stratégies spécifiques afin de mobiliser de façon effective les ressources pour leur développement. La prise de ces mesures et stratégies s'entend dans trois domaines majeurs, à savoir :

- a) Création d'un environnement approprié en vue d'une mobilisation et un emploi efficaces de ressources
 - i) les aspects politiques d'un environnement propice aux investissements

Les pays Africains projettent l'image d'un continent en perpétuel bouleversement, l'image d'un continent misérable, sans espoir, dirigé par des dictatures corrompues, un continent ravagé par la famine et la malnutrition, les guerres ethniques, civiles, de coups d'Etat permanents et ces dernières années un continent miné par le SIDA et d'autres calamités sociales.

Le continent est également perçu comme une région de la mauvaise gouvernance et de la mal-gouvernance, où l'état de droit n'est pas respecté, et où l'Etat ne remplit pas son rôle de protecteur des biens et des personnes, et où la justice n'est pas égale pour tous.

L'instabilité politique et le refus de l'alternance politique continuent de miner le climat et le flux d'investissement dans la plupart des pays Africains. Le changement fréquent des gouvernements, des responsables économiques et politiques et le revirement des politiques de développement sont des contraintes sérieuses à la stabilité des décisions d'investissement.

L'Afrique projète également l'image d'un continent d'insécurité et de risque permanent aussi bien pour les investissements que pour les investisseurs.

La crédibilité et la confiance sont des vertus qu'on ne prête pas souvent aux gouvernements, aux dirigeants Africains. Cela est également valable pour les hommes d'affaires Africains quand il s'agit de nouer des liens de partenariat avec les investisseurs étrangers. Les investisseurs nationaux n'ont pas beaucoup de contribution à faire dans le partenariat, ni dans le financement, le management, la technologie etc., dans les projets de « joint venture ».

Il faudra donc que les pays Africains fassent de sérieux efforts pour rebâtir leur image en termes de la qualité et de la probité de leurs dirigeants, de bonne gouvernance, de l'état de droit, de stabilité politique et de paix civile, d'alternance politique, de continuité dans leurs politiques de développement, assurer la sécurité pour tous et assurer leur crédibilité et la confiance des investisseurs et d'autres partenaires au développement.

ii) Les aspects économiques d'un environnement propice aux Investissements

Les aspects économiques d'un environnement propice touchent surtout la stabilité macro-économique et un soutien continu à l'essor de la croissance comme facteurs importants dans l'établissement d'une confiance générale dans l'économie d'un pays. Les pays doivent adopter des politiques fiscales, monétaires et financières appropriées qui ne déstabilisent ou ne contractent pas la croissance, pratiquer une gestion prudente et efficace, gestion de ressources extérieures en particulier les réserves, contrôler les dépenses improductives et adopter des taux de change réalistes et stables.

Les pays doivent persévérer à promouvoir les capacités entrepreneuriales et le secteur privé local et donner à ces derniers un plus grand rôle dans l'accélération de la croissance économique et apporter des solutions efficaces et durables aux problèmes sociaux du continent. Le secteur privé doit de plus en plus prendre la relève de l'Etat pour laisser ce dernier s'adresser à la consolidation de la démocratie et du pluralisme.

L'amélioration des infrastructures est un élément clé qui facilite le développement, la décision d'investissement et l'attrait de l'investissement direct étranger. Cette amélioration appelle des mesures en vue de rendre plus opérationnels et efficaces les services de transport et communication, la fourniture d'électricité et de l'eau, le logement, l'éducation et la santé.

Le budget national d'investissement doit tenir compte et faire des allocations adéquates aux infrastructures étant donné qu'elles contribuent largement au flux des investissements. Des zones industrielles viabilisées doivent être aménagées par les gouvernements pour réduire les coûts des investissements pré-production.

Les pays doivent également améliorer les structures institutionnelles au sein desquelles la mobilisation des ressources s'effectue. Les systèmes financiers/bancaires et non-bancaires doivent être re-examinés pour qu'ils jouent un

rôle important dans la promotion d'investissements productifs et fournir des services efficaces aux activités des investisseurs et des entreprises. La création de banques de développement est vivement souhaitable ainsi que les banques d'investissement en vue de financer les investissements productifs.

Le développement des marchés des capitaux est un autre instrument d'intermédiation financière renforcée. Les politiques d'investissement et de mobilisation des ressources doivent promouvoir de tels instruments.

Une intermédiation financière approfondie doit faciliter des transferts accrus directs de capitaux entre les institutions privées à travers les marchés de capitaux et les banques.

Les politiques de mobilisation et de promotion d'investissement exigent d'accroître le renforcement des capacités de négociation des institutions financières de l'Etat et des institutions financières non gouvernementales, des sociétés privées et des entrepreneurs individuels.

D'autres dispositions de mobilisation de ressources pourraient s'adresser à l'élargissement des marchés régionaux et à la mobilité des facteurs entre pays à travers la création des chambres de compensation, le recours aux monnaies sous-régionales échangeables, l'adoption d'instruments légaux permettant la mobilité des capitaux. La coopération et l'intégration régionales en Afrique offriraient de plus grands espaces économiques et des marchés plus larges aux investisseurs nationaux qu'étrangers.

iii) Mesures pour mobiliser les ressources internes

L'épargne interne a financé de tout temps et dans tous les pays développés ou en développement le gros des investissements de ces pays. Par conséquent, les gouvernements Africains devront prendre les mesures appropriées pour accroître la mobilisation des ressources internes, car la région ne pourra jamais mobiliser de l'extérieur la masse critique des ressources dont elle aura besoin pour le financement de son développement.

En bref, les mesures destinées à mobiliser les ressources internes tombent dans trois principales catégories à savoir (a) l'accroissement de l'épargne publique (b) le contrôle des dépenses publiques et (c) augmentation de l'épargne privée.

L'accroissement de l'épargne publique passe par une restructuration de la taxation pour atteindre une meilleure approche en termes d'équilibre entre les taxes sur les activités commerciales, les taxes sur la consommation et les taxes sur les revenus ainsi qu'un ajustement approprié des prix des services publics et une collection plus efficace des taxes.

Le contrôle des dépenses publiques vise surtout la réduction des dépenses militaires qui sont généralement disproportionnées par rapport au PIB, une amélioration des procédures d'octroi des marchés publics pour minimiser le gaspillage délibéré des ressources publiques dans les pays Africains et la concentration des dépenses dans les secteurs prioritaires retenus dans le contexte d'un nouveau rôle redéfini de l'Etat.

L'épargne privée se trouve à trois niveaux : l'épargne des entreprises, l'épargne des ménages et l'épargne communautaire. Pour maximaliser la propension à épargner et augmenter le volume de l'épargne, les pays Africains devront formuler des politiques en vue :

- d'une politique de taux d'intérêt approprié qui affecterait la structure et le volume de l'épargne et qui permettrait la canalisation de l'épargne vers les formes d'investissement les plus appropriées et les plus productives ;
- d'entreprendre une étude approfondie du comportement de l'épargne afin de proposer des mesures incitatives efficaces ;
- la création de banques populaires spécialement destinées à mobiliser l'épargne des couches les plus démunies et des paysans ;
- la mobilisation des ressources des collectivités pour financer des projets communautaires ;
- d'encourager la création d'institutions financières informelles structurées telles que les tontines en Afrique de l'Ouest et du Centre.

iv) Mobilisation de financement extérieur

Tout en recherchant les flux extérieurs de financement, les pays Africains devront garder à l'esprit certaines réalités qui affecteraient les flux des investissements vers le continent, à savoir que :

- les flux d'aide ne financeront qu'une portion de plus en plus petite du déficit en termes des besoins de financement du développement du continent ;
- l'émergence stratégique et l'importance des pays d'Europe et l'Est et de l'ex-Union Soviétique ont changé de façon notable l'importance géo-stratégique de l'Afrique ;
- la globalisation de l'économie mondiale et l'intensification des efforts à créer des blocs économiques et commerciaux dans les autres régions;
- la demande accrue pour l'épargne internationale, et dès lors une plus grande compétition pour une telle épargne ;
- la compression de l'aide en plus de conditionnalités telles que l'adoption du pluralisme politique, l'adhérence aux principes démocratiques, le respect des droits de l'homme, la gouvernance, l'état de droit et la transparence de gestion.

Devant une telle situation, les pays Africains doivent placer plus leurs efforts dans les recettes d'exportation et les flux des capitaux privés, étant donné la réduction graduelle des autres sources de financement. En vue de réduire leur dépendance sur les ressources extérieures, les pays Africains individuellement et collectivement doivent promouvoir leurs exportations par la diversification de leurs économies et leurs produits manufacturés tout en limitant leurs importations, autant que possible, aux biens et équipements de production destinés à l'expansion de leur base économique et industrielle.

A un moment où les gouvernements Africains se désengagent des secteurs productifs de leurs économies et au vu de l'inadéquation des ressources internes, les flux des capitaux privés deviendront de plus en plus nécessaires comme source

de financement. A cet égard, les pays prendraient des mesures non seulement pour arrêter la fuite des capitaux en dehors du continent mais encore, attirer de nouveaux investissements. A la différence des politiques du passé, les nouvelles politiques de promotion de l'investissement étranger doivent opérer un revirement radical et mettre en relief les faits suivants :

- la reconnaissance du rôle cardinal du secteur privé dans la création et la mobilisation des investissements et la création d'un environnement approprié pour les investisseurs africains et étrangers ;
- l'acceptation de la participation étrangère dans le développement des économies Africaines à travers, entre autres, des investissements mixtes et d'autres formes de partenariat économique ;
- la formation continue des ressources humaines en vue d'une plus large base de compétences ;
- la création d'une infrastructure physique et institutionnelle efficace ;
- la mise de la machine d'Etat et les fonctionnaires au service des investisseurs privés de façon transparente et intègre.

Conclusions et Recommandations

Les politiques de promotion d'investissement sont dans une grande mesure synonymes de politiques de développement économique. Pour qu'un pays puisse attirer et promouvoir un flux adéquat de ressources intérieures et extérieures en vue du financement de son développement, il lui faudra mettre en place des politiques et mesures appropriées en vue d'attirer et créer des conditions favorables à ces investissements. Dans le passé et jusqu'à une date récente, les pays Africains ont surtout favorisé les politiques en faveur du capital étranger, au détriment de la mobilisation des ressources internes.

Cette approche au développement n'a pas produit les résultats escomptés. Quarante ans après les indépendances politiques de la plupart de ces pays Africains, on constate avec regret la faible performance de leurs économies, la non-

diversification de ces dernières et leur dépendance d'un ou de deux produits d'exportation.

Cette situation a été le résultat conjugué de plusieurs facteurs. Le premier de ces facteurs a été l'absence de maîtrise par les pays Africains d'un certain nombre d'instruments de politique de développement dont, entre autres, la souveraineté monétaire, un droit de regard sur le système financier et bancaire du pays, deux outils majeurs qui auraient permis à ces pays de mobiliser les ressources internes et externes, d'élargir l'intermédiation économique et financière de leurs économies, canaliser les investissements dans les secteurs prioritaires et productifs de l'économie. L'exercice de la souveraineté monétaire et le droit de regard sur le système bancaire auraient également permis de financer et promouvoir un secteur privé national et la participation effective de ce dernier au processus d'internalisation du processus du développement économique et à l'industrialisation de ces pays.

Une autre lacune majeure des politiques de développement des pays Africains et partant de leurs politiques de promotion des investissements a été le fait de n'avoir pas donné toute son importance au développement des capacités entrepreneuriales nationales. Sans la présence effective d'entrepreneurs nationaux dans tous les secteurs de l'économie, il serait difficile aux pays Africains de créer, générer et mobiliser les ressources internes et pouvoir attirer les ressources extérieures. Il y a une corrélation heureuse entre le niveau de développement interne d'un pays et le degré de flux des ressources extérieures. En d'autres termes, le flux adéquat ou massif des ressources extérieures est conditionné par une impulsion interne, par un développement dynamique interne, piloté par les politiques du pays et un secteur privé local également dynamique.

Pour que les pays Africains attirent le plus d'investissements et plus de ressources pour le financement de leur développement, ils doivent mettre en place des politiques appropriées en vue de créer un environnement propice aux investissements. Cet environnement dont le contenu politique et économique est déterminant devra asseoir les données fondamentales suivantes :

- La stabilité politique et économique des pays Africains

- une meilleure image des gouvernements, des responsables et des décideurs politiques du pays ;
- l'instauration de la bonne gouvernance, l'état de droit, le pluralisme politique et l'alternance démocratique ;
- la sécurité des biens et des personnes, des investissements et des investisseurs ;
- la transparence et le sens de responsabilité dans la gestion de la chose publique ;
- l'image de dirigeants intègres et respectables.

Le contenu économique de cet environnement a trait surtout aux éléments suivants :

- la stabilité macro-économique et un soutien continu à l'essor de la croissance comme facteurs importants d'une confiance générale dans l'économie ;
- des politiques fiscales, monétaires et financières appropriées qui encouragent la croissance ;
- la poursuite continue du développement d'un secteur privé national dynamique à travers des politiques vigoureuses de développement des capacités entrepreneuriales locales ;
- améliorer et rendre plus efficaces les infrastructures physiques et économiques qui viennent soutenir l'effort du développement économique ;
- gérer les ressources financières de façon efficace en mettant l'accent sur les investissements productifs et ayant le plus d'impact sur les autres secteurs de l'économie ;
- la recherche continue et innovatrice de toutes autres formes de mobilisation et de financement, plus particulièrement les institutions locales de financement appropriées.